

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CV.

---

*Du Lundi 12 Octobre 1789.*

*Séance du Samedi soir.*

**S** la perfection des formes dans les jugemens criminels est ce qui intéresse le plus la société ; si elles doivent augmenter en raison du prix que l'on met à l'honneur , à la liberté & à la vie des citoyens, il étoit indispensable, après avoir déclaré leurs droits , après avoir établi les bases de la constitution, de faire dans les premiers momens, des réformes indiquées par la voix publique , dans nos loix criminelles ; celles qui viennent d'être adoptées *provisoirement* ne sont, sans doute, que des palliatifs à nos maux en législation ; des *adjoints* ne sont pas des *pairs* ; des *notables* mêlés à des *juges*, n'équivalent pas à de grands & de petits *jurés* ; le conseil de l'accusé pourra avoir ou acquérir plus de latitude dans sa défense. Des faits justificatifs sur l'inexistence du crime ne seront

*Tome III.*

B b

pas toujours confondus avec les faits justificatifs sur la vérité de l'accusation ; mais un code criminel doit être médité dans toute la combinaison de l'ordre social ; il doit être lié au principe & à la nature de la constitution ; & ce n'est pas dans des momens de crises & de révolution , où la raison est prête d'abuser d'elle-même , que l'on peut travailler à un ouvrage si important. Le législateur pressé par les circonstances , par la brièveté du temps , par l'état des choses & la disposition des esprits , a dû se borner à détruire , dans ce moment , quelques vices de la procédure établie , & à relever le sentiment de l'humanité , par les précautions salutaires avec lesquelles on jugera désormais les accusés. La publicité donnée au rapport de la procédure deviendra solennelle , & ajoutera l'éclat des talens à la sainteté des fonctions de la magistrature.

Voici le décret provisoire tel qu'il a été modifié par l'assemblée nationale , & délibéré dans la séance de samedi.]

*Décret sur la réformation provisoire de la procédure criminelle.*

« L'assemblée nationale , considérant qu'un des principaux droits de l'homme , qu'elle a reconnus , est soumis à l'épreuve d'une poursuite criminelle , de toute l'étendue de liberté & de sûreté pour sa défense , qui peut se concilier avec l'intérêt de la société qui commande la punition des délits ; que l'esprit & les formes de la procédure pratiquée jusqu'à présent en matière criminelle , s'éloigne tellement de ce premier principe de l'équité naturelle & de l'association politique , qu'ils nécessitent une réforme entière de l'ordre judiciaire pour la recherche & le jugement des crimes ; que si l'exécution de cette réforme entière exige la lenteur



Et la maturité des plus profondes méditations , il est cependant possible de faire jouir dès à présent la nation de l'avantage de plusieurs dispositions , qui , sans subvertir l'ordre de procéder actuellement suivi , rassureront l'innocence , & faciliteront la justification des accusés , en même temps qu'elles honoreront davantage le ministère des juges dans l'opinion publique , a arrêté & décrété les articles qui suivent.

#### ARTICLE PREMIER.

Dans tous les lieux où il y a un ou plusieurs tribunaux établis , la municipalité , & en cas qu'il n'y ait pas des municipalités , la communauté des habitans nommera un nombre suffisant de notables , en égard à l'étendue du ressort , parmi lesquels seront pris les adjoints qui assisteront à l'instruction des procès criminels , ainsi qu'il va être dit ci-après.

#### ART. II.

Ces notables seront choisis parmi les citoyens de bonnes mœurs & de probité reconnue ; ils devront être âgés de 25 ans au moins , & savoir signer ; leur élection sera renouvelée tous les ans ; ils prêteront serment à la commune , entre les mains des officiers municipaux , ou du syndic , ou de celui qui la préside , de remplir fidèlement leurs fonctions & sur-tout de garder un secret inviolable sur le contenu en la plainte & aux autres actes de la procédure. La liste de leurs noms , qualités & demeure sera déposée , dans les trois jours , au greffe des tribunaux par le greffier de la municipalité ou de la communauté.

#### ART. III.

Aucune plainte ne pourra être présentée au juge qu'en présence de deux adjoints amenés par le plaignant &

par lui pris à son choix; il sera fait mention de leur nom dans l'ordonnance qui sera rendue sur la plainte, & ils signeront avec le juge, à peine de nullité.

#### A R T. I V.

Les procureurs généraux & les procureurs du roi ou fiscaux qui accuseront d'office, seront tenus de déclarer, par acte séparé de la plainte, s'ils ont un dénonciateur ou non, à peine de nullité; & s'ils ont un dénonciateur, ils déclareront, en même temps, son nom, ses qualités & sa demeure; afin qu'ils soient connus du juge & des adjoints à l'information, avant qu'elle soit commencée.

#### A R T. V.

Les procès-verbaux de l'état des personnes blessées ou de corps mort, ainsi que du lieu où le délit aura été commis, & des armes, hardes & effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge, seront dressés en présence de deux adjoints appelés par le juge suivant l'ordre du tableau mentionné à l'article II ci-dessus, qui pourront lui faire leurs observations, dont sera fait mention, & qui signeront ces procès-verbaux, à peine de nullité. Dans le cas où le lieu du délit seroit à une trop grande distance du chef-lieu de la juridiction, les notables, nommés dans le chef-lieu ne pourront être appelés dans la fonction d'adjoints aux procès-verbaux, par les membres de la municipalité ou de la communauté du lieu du délit, pris en pareil nombre par le juge d'instruction.

#### A R T. V I.

L'information qui précédera le décret; continuera d'être faite secrètement, mais en présence de deux adjoints qui seront également appelés par le juge, & qui assisteront à l'audition des témoins.



## A R T. V I I.

Les adjoints seront tenus, en leur ame & conscience, de faire au juge les observations tant à charge qu'à décharge, qu'ils trouveront nécessaires pour l'explication des dires des témoins, où l'éclaircissement des faits déposés; & il en sera fait mention dans le procès-verbal d'information, ainsi que des réponses des témoins. Le procès-verbal sera coté & signé à toutes les pages, par les deux adjoints, ainsi que par le juge; à l'instant même & sans déssemparer, à peine de nullité; il en sera également fait une mention exacte, à peine de faux.

## A R T. V I I I.

Dans le cas d'une information urgente, qui se feroit sur les lieux même du flagrant délit, les adjoints pourront, en cas de nécessité, être remplacés par deux principaux habitants qui ne seront pas dans le cas d'être entendus comme témoins, & qui prêteront, sur-le-champ, serment devant le juge d'instruction.

## A R T. I X.

Le décret d'ajournement personnel ou de prise de corps, ne pourront être prononcé que par trois juges au moins, ou par un juge & deux gradués, & les commissaires des cours supérieures, qui seront autorisés à décréter dans le cours de leurs commissions, ne pourront le faire qu'en appelant deux juges du tribunal du lieu, ou, à leur défaut, des gradués. Aucun décret de prise de corps ne pourra désormais être prononcé contre les domiciliés, que dans le cas, où par la nature de l'accusation & des charges, il pourroit échoier peine corporelle. Pourront néanmoins les juges faire arrêter, sur-le-champ, dans le cas de flagrant délit ou de rébellion à justice.

## A R T. X.

L'accusé décrété de prise de corps, pour quelque crime que ce soit, aura le droit de se choisir un ou plusieurs conseils, avec lesquels il pourra conférer librement en toute état de cause : l'entrée de la prison sera toujours permise audit conseil, & dans le cas où l'accusé ne pourroit pas en avoir par lui-même, le juge lui en nommera un d'office, à peine de nullité.

## A R T. X I.

Aussi-tôt que l'accusé sera constitué prisonnier, ou se fera présenté, sur le décret d'assigné, pour être ouï, ou d'ajournement personnel, tous les actes de l'instruction seront faits contradictoirement avec lui, publiquement, & les portes de la chambre d'instruction étant ouvertes; de ce moment l'assistance des adjoints cessera.

## A R T. X I I.

Dans les vingt-quatre heures de l'emprisonnement de l'accusé, le juge le fera paroître devant lui, lui fera lire la plainte, la déclaration du nom du dénonciateur, s'il y en a, les procès-verbaux ou rapports, & l'information; il lui fera représenter aussi les effets déposés pour servir à l'instruction; il lui demandera s'il a choisi ou s'il entend choisir un conseil, ou s'il veut qu'il lui en soit nommé un d'office; en ce dernier cas, le juge nommera le conseil, & l'interrogatoire ne pourra être commenté que le jour suivant; pour cet interrogatoire & pour tous les autres, le serment ne sera plus exigé de l'accusé; il ne le prêtera, pendant tout le cours de l'instruction, que dans le cas où il voudroit alléguer des reproches contre les témoins.

## A R T. X I I I.

Il en sera usé de même à l'égard des accusés qui com-



paraîtront volontairement, sur un décret d'assigné, pour être ouï, ou d'ajournement personnel.

#### A R T. X I V.

Après l'interrogatoire, la copie de toutes les pièces de la procédure, signée du greffier, sera délivrée sans frais à l'accusé, sur papier libre, s'il le requiert; & son conseil aura le droit de voir les minutes, ainsi que les effets déposés pour servir à l'instruction.

#### A R T. X V.

La continuation & les additions d'information qui auront lieu pendant la détention de l'accusé, depuis son décret, seront faites publiquement & en sa présence, sans qu'il puisse interrompre le témoin pendant le cours de sa déposition.

#### A R T. X V I.

Lorsque la déposition sera achevée, l'accusé pourra faire aux témoins, par l'organe du juge, les observations & interpellations qu'il croira utiles pour l'éclaircissement des faits rapportés, ou pour l'explication de la déposition. La mention, tant des observations de l'accusé que des réponses du témoin, sera faite ainsi qu'il se pratique à la confrontation; mais les aveus, variations ou rétractations du témoin, en ce premier instant, ne le feront pas réputer faux témoin.

#### A R T. X V I I.

Les procès criminels ne pourront plus être réglés, à l'extraordinaire, que par trois juges au moins; lorsqu'ils auront été ainsi réglés, il sera publiquement & en présence de l'accusé ou des accusés, procédé d'abord au récollement des témoins par un seul & même acte, & de suite à leur confrontation; il en sera usé de même,

par rapport au récollement des accusés sur leur interrogatoire , & à leurs confrontations entr'eux ; les reproches contre les témoins pourront être proposés & prouvés en tout état de cause , tant après qu'avant la connoissance des charges , & l'accusé sera admis à les prouver , si les juges les trouvent pertinens & admissibles.

#### ART. XVIII.

Le conseil de l'accusé aura le droit d'être présent à tous les actes , sans pouvoir y parler au nom de l'accusé , ni lui suggérer ce qu'il doit dire ou répondre ; si ce n'est dans le cas d'une nouvelle visite ou rapport quelconque , lors desquels il pourra faire ses observations , dont mention sera faite dans le procès-verbal.

#### ART. XIX.

L'accusé aura le droit de proposer , en tout état de cause , ses défenses & faits justificatifs d'atténuation , & la preuve sera reçue de tous ceux qui seront jugés pertinens , & même du fait de démente ; quoiqu'ils n'aient point été articulés par l'accusé dans son interrogatoire , & autres actes de la procédure. Les témoins que l'accusé voudra produire , sans être tenu de les nommer sur-le-champ , seront entendus publiquement , & pourront l'être en même temps que ceux de l'accusateur sur la continuation ou addition d'information.

#### ART. XX.

Il sera libre à l'accusé , soit d'appeller ses témoins à sa requête , soit de les indiquer au ministère public pour qu'il les fasse assigner ; mais dans l'un ou l'autre cas , il sera tenu de commencer ses diligences , ou de fournir l'indication de ses témoins dans les trois jours de la signification du jugement qui aura admis la preuve.



## ART. XXI.

Le rapport du procès sera fait par un des juges ; les conclusions du ministère public , données ensuite & motivées , le dernier interrogatoire prêté ; & le jugement prononcé , le tout à l'audience publique. L'accusé ne comparoîtra à cette audience , qu'au moment de l'interrogatoire , après lequel il sera reconduit , s'il est prisonnier ; mais son conseil pourra être présent pendant la séance entière , [ & parler pour sa défense , après le rapport fini , les conclusions données , & le dernier interrogatoire prêté. Les juges seront tenus de se retirer ensuite à la chambre du conseil , d'y opiner sur délibéré , & de prendre incontinent leur séance publique , pour la prononciation du jugement.

## ART. XXII.

Toute condamnation à peine afflictive ou infamante , en première instance ou en dernier ressort , exprimera les faits pour lesquels l'accusé sera condamné , sans qu'aucun juge puisse jamais employer la formule , *pour les cas résultans du procès.*

## ART. XXIII.

Les personnes présentes aux actes publics de l'instruction criminelle , se tiendront dans le silence & le respect dû au tribunal , & s'interdiront tout signe d'approbation & d'improbation , à peine d'être emprisonnés sur-le-champ , par forme de correction , pour le temps qui sera fixé par le juge , & qui ne pourra cependant excéder huitaine , ou même poursuivies extraordinairement en cas de trouble ou d'indécence graves.

## ART. XXIV.

L'usage de la scellète au dernier interrogatoire , & la question dans tous les cas sont abolis.

## A R T. XXV.

Aucune condamnation à peine afflictive ou infamante ne pourra être prononcée qu'aux deux tiers des voix , & la condamnation à mort ne pourra être prononcée par les juges , en dernier ressort , qu'aux quatre cinquièmes.

## A T T. XXVI.

Tout ce qui précède sera également observé dans les procès poursuivis d'office & dans ceux qui seront instruits en première instance dans les cours supérieures. La même publicité y aura lieu pour le rapport , les conclusions , le dernier interrogatoire , le plaidoyer du défenseur de l'accusé , & le jugement , dans les procès criminels qui y sont portés par appel.

## A R T. XXVII.

Dans les procès commencés , les procédures déjà faites subsisteront ; mais il sera procédé au surplus de l'instruction & au jugement , suivant les formes prescrites par le présent décret , à peine de nullité.

## A R T. XXVIII.

L'ordonnance de 1670 , & les édits , déclarations & réglemens , concernant la matière criminelle , continueront d'être observés en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

*Seance du samedi au soir.*

Les membres de l'assemblée ne demeurent pas tranquilles spectateurs des traits de bienfaisance patriotique qui se multiplient tous les jours davantage. Quel citoyen ne paieroit pas , par le sacrifice d'une partie de sa fortune , la liberté



& sur-tout la paix publique ! M. Anson , récompensé de 18 ans de travaux dans le département des impositions par une pension de huit mille livres , jouissant en même tems d'une charge de *receveur-général des finances* , a cru que dans l'état actuel de détresse , deux graces ne devoient pas être cumulées sur la même tête. Il suspend , à compter de 1790 , la jouissance de sa pension , tant qu'il possèdera une charge ou commission utile. « Je déclare , a-t-il ajouté , que je fais hommage à la nation d'une somme de douze mille livres , en affirmant avec vérité que cette somme est au-dessus du quart de mon revenu. Je me propose de la déposer incessamment dans le trésor public , sans entendre profiter de la réduction de l'intérêt légal , accordée par le décret de l'assemblée nationale ; trop heureux de pouvoir accélérer le moment de ma contribution ». Des applaudissemens ont été donnés à cette action généreuse.

Parmi les dons patriotiques , on a distingué l'offrande de madame de Gouges. Le sort des noirs dans les colonies a excité sa sensibilité & ses talens littéraires : elle a dédié à la nation le drame de *Zamore & Myrza* , ou *les Nègres* , & offert le produit de ses représentations à la caisse nationale.

On est revenu à la motion faite dans la séance du matin pour le décret de l'inviolabilité de la personne des députés.

M. de Mirabeau a proposé de faire sanctionner le décret rendu à ce sujet le 23 juin. Peut-être la promulgation auroit-elle suffi. M. Broustaret comparoit la sûreté d'un député à celle d'un ambassadeur ; mais cette parité manquoit de justesse , a dit M. de Mirabeau , puisque tous les députés étoient les représentans de la même nation , & non pas des envoyés de nation à nation.

M. de Foucaud disoit que si le décret rendu le 23 juin n'avoit trait , selon M. de Mirabeau , qu'aux pouvoirs exé-

entif & judiciaire, il n'avoit ni décret ni créanciers à redouter, & qu'il devenoit inutile.

M. Deschamps représentoit que Paris & les provinces ne sont qu'un même tout, ne forment qu'une nation, & que les intérêts de la capitale étoient ceux des autres parties de l'empire.

M. Target a dit que le décret du 23 juin n'avoit pas besoin de sanction, & que c'étoit un principe constitutionnel qui devoit être seulement accepté & publié.

M. Dubois de Crancé ajutoit que les provinces avoient déjà dans leurs adresses adhéré plusieurs fois à ce décret.

« Il est impossible, a dit M. Dumetz, que l'assemblée puisse être indifférente sur la sûreté de ses membres, & qu'elle traite cet objet sans la gravité dont il est digne. Y a-t-il du danger ? J'ai toujours vu que la plupart des maux tiennent plus à l'imagination qu'à la réalité. Je ne nie ni n'avoue ce danger, mais je fais que l'assemblée a porté un décret le 23 juin sur cet objet, un nouveau décret est inutile. Je ne connois qu'un moyen, c'est de nous montrer ce que nous devons être, tous frères, tous réunis, tous impassibles & courageux ».

M. Dumetz a été applaudi; des hommes qui, le 23 juin, n'ont pas craint les bayonnettes du despotisme, qui, le 13 juillet ont vu paisiblement l'appareil menaçant d'une armée, ne sont pas capables d'être effrayés sans doute; mais pourquoi le feroient-ils ? quand les représentans de la nation vont se réunir au sein de la nation même, se rapprocher de leur roi, se placer au centre des lumières, s'environner de tous les regards des bons & courageux citoyens de la capitale; & semblables aux Anglois, établir le corps législatif dans la plus belle cité de l'empire.

Un curé a pensé cependant qu'une marque distinctive pourroit avoir quelqu'utilité dans une ville immense où



un peuple nombreux ne peut pas toujours distinguer ceux qui le représentent. MM. la Roche & Lanjuinais le pensoient de même ; MM. Garat & Barnave le croyoient inutile.

M. de Mirabeau a mis quelque gaieté à réfuter cette demande qui avoit été rejetée, il est vrai, dans d'autres circonstances ; mais la réponse du député ecclésiastique a prouvé qu'il n'étoit pas plus susceptible de frayeur que de gaieté sur cette matière.

On est allé aux voix pour décider qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur cette marque distinctive.

Vers les dix heures, une députation des représentans de la commune de Paris a été reçue à la barre. Un des membres a lu une adresse aux représentans de la nation, & une délibération de la commune, au sujet de la translation prochaine de l'assemblée nationale à Paris. Les sentimens exprimés dans ces deux pièces sont bien dignes d'être connus des provinces, dans les circonstances actuelles, & nous nous empresserons de les publier. Ce sera entrer dans les vues de l'assemblée qui en a demandé aussitôt l'impression & l'envoi dans toutes les parties du royaume. Un des députés de Paris a annoncé que la commune s'étoit occupée d'une adresse aux provinces, & M. le Noir de la Roche en a demandé la lecture. Il a été répondu qu'elle seroit envoyée à la lecture le lendemain.

MM. les députés de Paris, ayant été invités à prendre séance, on a continué devant eux la délibération sur le décret de l'inviolabilité des personnes. M. de Bousmard pensoit qu'on pouvoit délibérer sur cet objet : il semble du moins qu'on auroit pu statuer seulement de le faire connoître au pouvoir exécutif.

On est allé encore aux voix, & l'assemblée a décidé

qu'il n'y avoit lieu à délibérer. Cette marque de confiance est aussi digne de l'assemblée nationale, que les habitans de Paris, & les honore également.

Le vice-président a annoncé que M. Fréteau avoit réuni le plus grand nombre de voix pour la présidence, & cette annonce a été très-applaudie.

M. le vicomte de Mirabeau a lu une lettre du comité municipal de Metz, qui prouve que M. le marquis de Bouillé, commandant de la place, s'est rendu au comité, pour y déclarer expressément qu'il s'étoit obligé & engagé personnellement dans le serment qu'il avoit fait prêter à la garnison.

M. Lavié a dit que l'intention de s'engager ne suffisoit pas, que tout sujet devoit obéir au décret de l'assemblée sans exception de rang, & que l'état major, ainsi que le commandant, devoient prêter le serment en la forme prescrite par le décret. M. le chevalier Alexandre Lameth a appuyé cette motion avec plusieurs autres membres, en disant qu'on pouvoit autoriser M. le président à écrire aux officiers municipaux de Metz pour la prestation du serment prescrit.

On est allé aux voix, & il a été arrêté d'autoriser à cet effet M. le président.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A E, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.